

Géopolitique du coronavirus – entretien avec Valérie Bugault



[Source : Strategika via Réseau International]

Au cœur d'une crise mondiale inédite par son ampleur, Strategika vous propose l'éclairage d'analystes et de penseurs reconnus dans leur domaine d'expertise. Nous avons posé à chacun une série de questions qui portent sur différents aspects de cette véritable crise de civilisation et sur ses répercussions politiques, géopolitiques et sociales.

La première à nous répondre est Valérie Bugault.

Valérie Bugault est docteur en droit privé de l'université Panthéon-Sorbonne et avocate. Depuis 2009, elle a cessé ses activités d'avocate pour se consacrer à la diffusion auprès du public du résultat de ses nombreux travaux de recherches. Elle est aujourd'hui analyste de géopolitique (économique, juridique et monétaire) et conférencière. Ses sujets de recherche sont les institutions – nationales et internationales – la monnaie, l'entreprise, le droit et le fonctionnement de l'économie globale.

Elle est auteur de quatre livres, récemment publiés aux éditions Sigest :

- « *Du nouvel esprit des lois et de la monnaie* », co-écrit avec feu Jean Rémy, publié en juin 2017

- « *La nouvelle entreprise* », publié en juillet 2018

- « *Les raisons cachées du désordre mondial* », recueil d'articles, publié le 30 mars 2019

- « *Demain dès l'aube... le renouveau* », publié en septembre 2019

Strategika – On lit beaucoup d'éléments contradictoires selon les différentes sources d'information disponibles ou selon les avis des professionnels de la santé. Quelle est la réalité effective de cette pandémie selon vous ?

VB : Comme le dit très bien notre ami Lucien Cerise, il faut distinguer entre la réalité sensible dans le monde réel et la narration des faits qui est diffusée.

Voici, textuellement, ce qu'il dit :

« En France, et plus largement en Occident, la crise sanitaire du coronavirus présente un cas pratique d'ingénierie sociale et de gouvernance par le chaos. Nous retrouvons la même structure qu'avec la « menace terroriste » : un mélange de réel et de fiction, combiné à deux stratagèmes bien connus qui

sont 1) le pompier pyromane et 2) le triangle de Karpman. Sur le mélange réel/fiction, souligné dans son dernier livre par le professeur Raoult – qui se fait le disciple occasionnel de Jean Baudrillard : les partisans du « tout réel » ont tort, les partisans du « tout fiction » ont tort. Exemple : ce n'est pas parce que la « version officielle » de la crise coronavirus est fausse qu'il n'y a pas d'épidémie ; de même, ce n'est pas parce que la « version officielle » des attentats terroristes est fausse que les attentats n'ont pas lieu. Des événements ont lieu, et c'est la narration explicative qui est fausse, pas les événements en eux-mêmes. L'analyse de la crise actuelle révèle aussi l'application des techniques du pompier pyromane et du triangle de Karpman, c'est-à-dire le jeu de rôles bourreau/victime/sauveur. Le pouvoir laisse la situation de crise s'installer, voire l'aide à s'installer, volontairement ou involontairement. Dans le réel, le pouvoir occupe donc la place du pyromane, donc du bourreau. Puis, une fois que la crise est installée et en cours, le pouvoir se présente comme le sauveur, qui va donc nous sauver de la crise qu'il a lui-même installée furtivement, tel un pompier qui éteindrait l'incendie après l'avoir lui-même allumé discrètement. »

Nous sommes face à une sorte de dissonance cognitive globale parce que les phénomènes auxquels nous sommes confrontés reçoivent une ou plusieurs explications officielles partielles (dans le meilleur des cas), contradictoires et/ou erronées qui ne permettent pas un accès intellectuel à l'ensemble du phénomène. En réalité, la méthodologie suivie dans la couverture de cette crise du coronavirus est similaire à celle qui nous est imposée d'une façon générale pour orienter les processus intellectuels : un séquençage (puisque le mot est désormais à la mode) ou un émiettement des connaissances, une sorte de fordisme appliqué à toute l'échelle des connaissances. A cela s'ajoute un autre phénomène d'émiettement et d'isolement des populations : les milieux médicaux fréquentent peu ou pas d'autres milieux, chacun restant dans son pré carré par l'organisation même de la société. Ainsi, les constats et la vie que mènent les uns sont quasi hermétiques aux constats et à la vie que mènent les autres, leurs seuls points de contact étant leur façon (directe ou indirecte) de consommer.

Ainsi, nous recevons des retours en provenance du corps médical, d'autres en provenance d'organisations internationales, d'autres en provenance des différents pays du monde. D'autres sources d'informations sont inhérentes à la structuration de notre propre gouvernement (décret, lois...), d'autres sources d'informations encore proviennent de médias dits indépendants qui contredisent partiellement ou totalement les sources précédentes...

Finalement, pour y voir clair, il faut et il suffit de remettre de l'ordre, c'est-à-dire qu'il faut hiérarchiser et contextualiser les phénomènes ; encore faut-il que cette hiérarchisation soit pertinente.

Dans l'ordre nous avons : l'apparition peu préparée d'un virus en Chine, pays qui connaît historiquement cette typologie de virus. Ensuite, une série de nouvelles alarmistes en forme d'hécatombe. Ensuite, bien sûr, le virus se répand sur la surface du globe pendant que l'on apprend que la Banque

mondiale (que je ne présente plus) avait prévu, dès 2017, des « bonds spécifiques aux pandémies ». Ensuite une litanie de pays touchés et d'innombrables populations confinées pour, prétendument, lutter contre la propagation dudit virus. Pendant que les « morts » se multiplient et que les services hospitaliers étouffent littéralement sous cette affluence de gens à détecter ou à traiter.

Le tout se produisant dans un contexte géopolitique très particulier où la puissance économique chinoise, aujourd'hui arrivée à maturité, s'est alliée à la puissance militaire russe pour contrer l'hégémonie américaine et Cie.

Ce qui n'est pas dit dans ce tableau est pourtant l'essentiel : les USA et ses alliés ne sont plus depuis le début du XXème siècle (au bas mot) gouvernés par ce que j'appelle un phénomène politique, qui représente l'intérêt commun, mais par un cartel d'entreprises dirigé par les principales banques globales d'investissement qui ont leur quartier général, depuis Oliver Cromwell, à la City of London. En réalité, les Etats occidentaux n'existent plus car ils ont été privatisés lorsque le contrôle de leurs monnaies est tombé dans les mains des banquiers privés, ce qui explique, en Europe, l'apparition des institutions européennes, qui ne sont que la formalisation politique de cette capture des règles d'organisation des peuples par des intérêts privés.

Si l'on veut bien prendre en compte l'ensemble de ces éléments, un tableau assez clair se dessine.

Dans ce tableau, d'un côté apparaît un virus très contagieux et qui devient dangereux lorsqu'il se fixe dans les poumons et les voies respiratoires. Les patients, à ce stade, n'ont quasi plus de virus dans le corps et il devient inutile de leur appliquer le traitement préconisé par le Professeur Didier Raoult, comme ce dernier l'indique très clairement lui-même. Hormis ces cas de complications qui, apparemment ne sont pas si rares que ça, ledit virus est relativement anodin, il procure des symptômes plus ou moins gênants mais ne met pas en jeu de pronostic vital des patients infectés. Didier Raoult, professeur français spécialiste mondialement réputé en virologie et infectiologie, a émis des hypothèses de travail qui ont été confirmées par des spécialistes chinois ayant eu à traiter le virus et par un professeur Sénégalais (Pr. Seydi) qui a eu à affronter le virus Ebola et qui est, à ce titre, reconnu comme une sommité dans son domaine. Le traitement préconisé ne coûte pas cher (car les brevets très anciens sont tombés dans le domaine public) ; il n'est pas efficace à 100 % en fonction, notamment, du moment tardif ou non où il a été administré. Voilà, pour l'essentiel, ce qu'il importe de retenir.

De l'autre côté du tableau, on a des médecins stipendiés (la plus en vogue actuellement est la sulfureuse Karine Lacombe qui sévit sur les grandes ondes et est multi stipendiée des lobbies pharmaceutiques) ainsi que tout l'appareil d'Etat et les corps constitués (Inserm...), tous reliés, de près ou de loin, aux lobbies pharmaceutiques qui sont montés aux créneaux pour disqualifier les travaux des éminents spécialistes décrits ci-dessus. Sans

oublier le fait que la campagne présidentielle de Macron a été partiellement financée par Big Pharma.

En outre, je ne fais qu'effleurer rapidement, car l'énumération en serait vraiment trop longue, toutes les décisions politiques actuelles prises en opposition ouverte à l'objectif officiel d'enrayement de l'épidémie, qui passent par la classification début 2020 d'un médicament en vente libre depuis des décennies en substance vénéneuse, par le refus d'octroyer des autorisations administratives à des chercheurs proposant des tests pour détecter l'infection au coronavirus, par le refus de l'aide proposée par des industriels pour la fabrication de respirateurs... Ajoutons à cela, pour compléter le tableau, la déconstruction méthodique du service de santé publique, allant de la liquidation des stocks de matériels aux restrictions de lits et de personnels hospitaliers, aggravée depuis la présidence Sarkozy.

Cette crise sanitaire laisse ainsi apparaître les véritables acteurs politiques cachés derrière les oripeaux étatiques ! On perçoit, aujourd'hui mieux qu'hier, que l'Etat est tenu par des intérêts privés qui préconisent des remèdes très coûteux, voire peu efficaces, en attendant le futur vaccin obligatoire. Sur la ligne d'arrivée pour gagner le cocotier des contrats publics et privés de commandes massives de vaccins : Johnson & Johnson qui annonce ce 31 mars qu'il sera prêt à tester son premier vaccin dès septembre 2020 ! D'autres laboratoires restent bien évidemment en lice pour la cagnotte du futur vaccin...

Il faut toutefois savoir deux choses. Premièrement, tous les vaccins rapidement fabriqués se sont historiquement révélés peu efficaces et même dangereux pour la santé humaine. Deuxièmement, un vaccin contre un virus par hypothèse mutant, comme l'est le coronavirus, a très peu de chance d'être efficace. Ce problème est aggravé par le fait que la maladie Covid-19 met en cause plusieurs souches différentes, dont l'une d'elle se subdivise encore en plusieurs variantes.

En conclusion, si les pouvoirs publics voulaient effectivement enrayer l'épidémie, ils décideraient de traiter, à moindre coût qui plus est, un maximum de gens en amont, comme le préconise le Dr. Raoult et d'autres grands spécialistes du monde entier. Cette aune du traitement médical préventif massif est la mesure exacte de l'honnêteté du gouvernement français.

En d'autres termes, si le gouvernement était honnête, il ne prendrait pas l'option dilatoire actuelle consistant à mettre tous les obstacles en place pour que les gens ne soient pas massivement traités selon les préconisations du Pr. Raoult ; pendant que les mesures de confinement ciblées sur les populations locales les plus normées deviennent de plus en plus rigoureuses alors même que ces mesures excluent les populations rebelles situées dans les zones de non droit, et les camps de migrants.

Par ailleurs, notons que le gouvernement français, qui a également récemment, sur préconisation de l'ONU, vidé massivement et prématurément les prisons de prisonniers de droit commun (ce qui a fait l'objet d'un communiqué officiel

de professionnels de la magistrature), punira d'emprisonnement les contrevenants multirécidivistes qui auront dépassé leur heure de promenade quotidienne autorisée, qui auront dépassé leur périmètre de promenade autorisée, ou qui auront oublié leur laisser-circuler...

On se rend bien compte ici de deux choses :

- Que la volonté affichée de protéger les populations cache une volonté sournoise de les mettre en état de choc et de les surveiller massivement ;
- Que l'anarchie sociale en cours de développement, est consciencieusement organisée par les pouvoirs publics eux-mêmes, sous le faux prétexte d'enrayer une épidémie.

Strategika – Cette pandémie précède-t-elle un effondrement économique et systémique ?

Plus de 3 milliards de personnes sont appelées à se confiner dans le monde. Pour la première fois de son histoire, l'humanité semble réussir à se coordonner de manière unitaire face à un ennemi global commun. Que vous inspire cette situation ?

Cette pandémie va-t-elle forcer l'humanité à se doter d'un gouvernement mondial comme le préconisait Jacques Attali lors de la pandémie de grippe A en 2009 ? En 2009 toujours, Jacques Attali expliquait que « l'Histoire nous apprend que l'humanité n'évolue significativement que lorsqu'elle a vraiment peur ». Que vous inspire cette idée ?

VB : Effectivement, de multiples informations montrent que l'existence d'une pandémie était prévue, pour ne pas dire attendue, par un certain nombre d'institutions et de personnages, au premier rang desquels on peut citer, pèle mèle, la fondation Bill et Melinda Gates, le centre John Hopkins pour la sécurité sanitaire, le Forum économique mondial, l'OMS, la Banque mondiale, Jacques Attali, le magazine « The Economist » (année 2019 et 2020) ... Avec le britannique Gordon Brown qui appelle ouvertement à la constitution d'un gouvernement mondial pour faire face à cette pandémie de coronavirus.

Nous faisons donc globalement, ou mondialement, si vous préférez, face à une situation inédite dans l'histoire, dans laquelle un petit groupe de gens, cachés derrière l'anonymat des capitaux et des institutions internationales et menés par quelques banquiers privés, organisent des chocs ou tirent parti de chocs afin de faire avancer leur agenda global de prise de contrôle politique du monde en instituant un « gouvernement mondial ».

Pour réaliser ce gouvernement mondial, il faut avoir préalablement développé, chez les individus en général et chez les dirigeants politiques en particulier, le sentiment de la nécessité d'une régulation des événements à l'échelle globale. Une pandémie est en effet le phénomène qui répond le mieux à ce type de besoin. Dès le départ, on peut et on doit suspecter une manipulation.

Par ailleurs, il devient en effet de plus en plus évident que ce coronavirus résulte de la combinaison, aidée, de deux virus naturels, combinaison qui aurait malencontreusement fuité d'un ou de plusieurs laboratoires. Nous ne saurons probablement jamais le véritable déroulement des événements ayant abouti à la dissémination de ce type de virus.

Ensuite, et en raison de l'homogénéisation de la réponse politique apportée à cette crise sanitaire par différents pays, il est tout à fait nécessaire que les citoyens victimes aiguissent leur vigilance et se tiennent sur leur garde car la manipulation devient évidente dans le contexte de privatisation généralisée des Etats.

Toutefois, on ne saurait trop insister sur l'impérieuse nécessité de discriminer les informations reçues. Ainsi, à titre personnel, je ne pense pas qu'il faille mettre sur un même plan la réponse politique chinoise et la réponse politique des pays européens.

D'une part, il ne faut pas oublier que la Chine, actuel opposant victorieux à l'hégémonie économique du bloc de l'ouest sous l'égide de l'OTAN, a été le premier pays attaqué par ce virus.

D'autre part, les dirigeants chinois ont publiquement incriminé les GI's américains dans la propagation du virus sur leur territoire.

Enfin, il faut se souvenir qu'aux USA, se sont produits, courant 2019, deux événements extrêmement importants qui peuvent aisément être corrélés :

- Une sorte d'épidémie pulmonaire grave avait été mise sur le dos des fabricants de cigarettes électroniques et
- Un laboratoire (Fort Detrick) a dû être fermé (Trump vient d'ailleurs récemment d'ordonner sa réouverture pour lutter contre le coronavirus !), durant l'été 2019, pour cause de fuites.

Il devient assez loisible d'imaginer que les conséquences de cette fuite de matériel bactériologique, volontaire ou non (nous ne le saurons jamais), a été artificiellement endossée par le puissant lobby du tabac – ce qui lui a permis d'éliminer un concurrent inoffensif naissant mais menaçant (l'industrie de la cigarette électronique) – avec la bénédiction des instances gouvernementales qui ont ainsi évité d'avoir à rendre des comptes publics.

Par ailleurs, il faut absolument toujours conserver à l'esprit que les gouvernements officiels sont privatisés mais que même dans ce cas de figure, il y a quantité de gens qui œuvrent quotidiennement dans ces structures et qui ne sont pas eux-mêmes corrompus. Ainsi, même en cas de fuite bactériologique issue d'un laboratoire secret on ne peut pas être sûr que cette fuite soit volontaire ; des individus infiltrés et aux ordres directs des puissances financières peuvent très bien avoir organisé ces fuites à l'insu de leurs collègues.

Par ailleurs, je voudrais revenir sur l'existence des laboratoires secrets de recherche bactériologiques. Il faut comprendre que le problème se pose dans les mêmes termes qu'il s'est déjà posé en matière d'armes nucléaires : beaucoup de pays disposent légitimement de ce type de laboratoires sans qu'il soit question de les utiliser à des fins offensives. De la même façon, beaucoup de pays disposaient et disposent de l'arme nucléaire, tandis que très peu les ont utilisées à des fins offensives. Nous connaissons par ailleurs depuis longtemps la propension des puissances anglo-saxonnes et de leurs affiliés à cibler les populations civiles, qui n'ont, à vrai dire, à leurs yeux, aucune espèce d'importance et seraient plutôt considérées comme étant surnuméraires (voir les Georgia Guidestones, les travaux du « Club de Rome », et ceux de tous leurs descendants).

A ma connaissance, la puissance chinoise n'a jamais utilisé de façon offensive ni la bombe nucléaire, ni toute autre arme de destruction massive. En revanche, les USA, et leurs affiliés, n'ont plus de preuves à apporter quant à leur capacité à utiliser ce type d'armes pour viser, en particulier (c'est devenu une sorte de spécialité) les populations civiles.

Une fois ces préalables explicités et le contexte rétabli, il devient possible de répondre à votre première question.

En effet, la mise en confinement des gens bien-portants porte un coup d'arrêt brutal à l'économie des pays. En fonction de la durée du confinement, ces pays, surtout lorsqu'ils sont endettés, ne pourront que très difficilement s'en remettre. Cette remise sur pied devra, à l'évidence, s'accompagner d'une remise en cause de leur fonctionnement interne. Par ailleurs, les bienfaits abondamment claironnés de la globalisation économique, qui a rendu chaque pays dépendant des autres, reçoivent, eux aussi, un énorme démenti par cette crise sanitaire qui rend visible l'extrême dénuement industriel des pays dits développés, lesquels ne sont plus autosuffisants en quoi que ce soit. On peut en effet en déduire, sans risque d'erreur, qu'il y aura un « avant la crise du coronavirus » et un « après la crise du coronavirus ».

Nous sommes collectivement sur une ligne de crête et les choses peuvent basculer, en fonction de la capacité de réaction des citoyens, soit dans le sens du globalisme intégral avec gouvernement mondial, soit dans celui d'une reprise en main politique des pays par leurs ressortissants.

Strategika – Comment voyez-vous l'évolution de la pandémie et ses conséquences politiques et sociales dans les semaines et les mois à venir ?

VB : Soit les citoyens céderont à la peur, soit ils réfléchiront et comprendront que la peur est elle-même entretenue de façon contrôlée par leurs dirigeants qui prennent toutes les décisions permettant au coronavirus de se propager en toute tranquillité, ou plutôt, en toute facilité. C'est ainsi, qu'ils refusent à leur population l'accès aux soins et médicaments utiles à l'endiguement du processus de contamination pendant qu'ils mettent les gens en confinement suffisamment longtemps pour pouvoir leur imposer – il s'agit ici de la mise en œuvre de la « servitude volontaire » – un futur

vaccin miracle. Ce vaccin, outre son prix financier, sera sans doute agrémenté de sels d'aluminium (qui est devenu l'adjuvant obligatoire), d'ARN messagers (qui permettront de faire, in vivo et à grande échelle, des expériences génétiques sur le génome humain), et surtout de puce RFID, qui permettront à tout un et chacun de recevoir ses rémunérations et d'avoir accès à son compte en banque.

Cette étape de la vaccination obligatoire sera tout à fait décisive pour assurer aux globalistes (banquiers, big pharma et consorts) le contrôle direct sur les populations. Chaque personne devra ainsi obéir sous peine de se voir retirer l'accès à tous ses moyens de subsistances. Etant ici précisé qu'en raison de l'effondrement économique, il est fortement à craindre que les moyens de subsistances ne soient in fine aucunement reliés à un travail individuel productif mais plutôt à un subside universel reçu de l'Etat fantoche entièrement aux ordres des puissances financières.

Strategika – Existe-t-il une issue politique à la situation que vous venez de décrire et quelle forme pourrait-elle prendre selon vous ?

VB : Il faut partir du principe naturel que chaque problème a une solution à la condition exclusive d'être bien posé. Dans le cas présent, bien sûr qu'il existe des issues politiques à ce problème, je dirai même que les seules issues favorables sont de nature politique au sens propre du terme. Autrement dit, seule une reprise en main politique de l'organisation des Etats par leurs ressortissants pourra aboutir à une issue favorable aux populations. Sinon, nous assisterons au basculement général souhaité par l'oligarchie supranationale vers un gouvernement mondial aux mains des puissances financières, les populations étant vouées à être fortement réduites puis mises en esclavage, pour la partie qui aura survécu.

J'ai, dans mes travaux, expliqué comment la Société pourrait être réorganisée pour devenir réellement politique, c'est-à-dire pour que les ressortissants des Etats puissent devenir acteurs à part entière des choix politiques de leur pays. Il suffit de consulter la partie « Le renouveau institutionnel » situé page 278 et suivantes de mon ouvrage « Les raisons cachées du désordre mondial », publié en mars 2019 aux éditions Sigest. Je ne reviendrai pas ici sur ce sujet qui requiert des développements trop long. Ces développements seront peut-être l'occasion d'un nouvel entretien pour Strategika ?

Strategika – Comment liez-vous la crise actuelle à votre domaine d'expertise et à votre champ de recherche ?

VB : En vérité, cette crise est liée à mes travaux à plusieurs égards. J'ai mentionné, ci-dessus, la question institutionnelle d'organisation des Etats. Mais ce n'est en effet pas le seul lien. L'autre lien très important est relatif aux évolutions en cours de la monnaie mondiale.

J'ai déjà expliqué à maintes et maintes reprises que le Brexit, dont on peut se féliciter en apparence, avait été initié par les banquiers de la City afin d'avoir toute liberté d'action, en étant libérés des lourdeurs

institutionnelles de l'UE, pour piloter le changement de monnaie mondiale.

Comme prévu par Keynes au siècle dernier, le dollar, sous la double casquette de monnaie nationale et de monnaie mondiale, n'était, dès le départ, économiquement pas viable. Ainsi, sa fin prévisible pouvait être programmée. Elle a eu pour première étape sa décorrélation du standard or tandis que la seconde étape, à laquelle nous assistons en direct, est sa décorrélation du standard pétrole qui avait succédé au standard or.

Actuellement, la plupart des pays du monde sont convaincus de l'inanité de conserver le dollar comme monnaie de réserve internationale. Trump lui-même passe à l'action puisqu'il vient de prendre des mesures pour fusionner la Fed et le département du Trésor dans l'objectif de créer, sur le modèle du Yuan et du Renmibi, deux types de dollar : un dollar interne et un dollar devise qui circulera sur les marchés internationaux. Le reset monétaire approche donc à grands pas. Ainsi, une monnaie mondiale viable, contrôlée par les banquiers il va sans dire, pourra bientôt voir le jour, sous forme de panier de devises, qui circulera de façon entièrement dématérialisée.

Je ne détaillerai pas ici – car les développements y seraient trop longs – l'escroquerie bancaire originelle ayant consisté à identifier la monnaie avec un bien matériel (au départ un métal précieux) dans le commerce. Toute une histoire, que je raconte dans mon livre, co-écrit avec le banquier Jean Rémy, intitulé « Du nouvel esprit des lois et de la monnaie », publié en juin 2017 aux éditions Sigest.

J'ajoute que la fin du dollar en tant que monnaie internationale est la condition sine qua non pour qu'advienne une monnaie mondiale viable, du moins selon les critères de fonctionnement économiques et monétaires imposés par les banquiers internationaux. Or, la fin du dollar monnaie mondiale suppose la fin de l'hégémonie de l'empire américain. Dès lors, il devient facile de comprendre que certains membres décisionnaires de cet empire se sont violemment opposés, et s'opposent encore violemment, à ce projet qui aboutira à une disparition de leur situation dominante. Cette partie des dirigeants américains qui se rebellent peut être qualifiée de patriote, il s'agit des gens qui étaient ouvertement impliqués dans la domination du monde par les américains eux-mêmes. A l'opposé, ces derniers ont pour pires ennemis internes les globalistes apatrides, dont la tête se situe à la City of London, et qui œuvrent en sous-mains pour l'avènement d'un gouvernement mondial, lequel suppose la disparition de l'empire US.

Cette distinction, essentielle à la bonne compréhension des choses, entre dirigeants patriotes et dirigeants apatrides existe également en Chine et en Russie où, par exemple, le gouvernement civil semble dirigé par les partisans des globalistes apatrides tandis que l'armée semble aux mains des dirigeants patriotes, Putin faisant la jonction entre les deux factions opposées. Concernant la Chine, il faut garder à l'esprit le considérable nettoyage ayant eu lieu depuis des années, y compris dans les plus hautes instances dirigeantes, pour purger l'appareil d'Etat des élites compradores, lesquelles peuvent être reliées aux dirigeants apatrides siégeant à la City of London.

Cette opposition entre dirigeants patriotes et dirigeants compradores existe également dans des pays comme l'Iran.

Ainsi, dans cette lutte de nature géopolitique, structurée autour des questions juridiques d'organisation du circuit de commandement, rien ne me semble encore acquis ni pour un camp, ni pour l'autre. Il est néanmoins possible de faire la prévision selon laquelle la victoire serait écrasante pour les patriotes, à la condition que ces derniers s'allient avec leur population et ne cherchent pas à la dominer, comme cela leur a été inculqué par leurs anciens alliés compradores.

Rien ne résisterait à l'alliance entre dirigeants patriotes et populations locales. C'est précisément cette alliance que redoutent les puissances globalistes. Notons à cet égard que les mesures restrictives de liberté ordonnées par les différents gouvernements pour lutter contre la propagation du coronavirus vont à l'encontre de cette alliance naturelle qui permettrait le succès des patriotes sur les globalistes. Vous voyez que les choses ne sont pas simples... et que, décidément, cette « pandémie de coronavirus » arrive à point nommé pour soutenir la stratégie des globalistes alors que ces derniers étaient en situation de faiblesse...

D'un autre côté, cette pandémie permet des ouvertures inespérées dans la remise en cause générale de la stratégie globaliste. Encore faut-il avoir le courage de saisir cette occasion. Je terminerai mon exposé en disant que les cartes sont actuellement dans les mains des populations civiles : ces dernières ont enfin, phénomène unique dans l'histoire, la possibilité de reprendre leur destin en main ; ce qui signifie, très précisément, qu'elles ont la possibilité de réinstaurer des gouvernements politiques en lieu et place des ersatz actuels entièrement aux mains des puissances financières. Les peuples auront ce qu'ils méritent : ils recevront, s'ils acceptent de se prendre en charge – en contrepartie d'un peu de courage – des fruits extrêmement bénéfiques... mais l'accepteront-ils ? Là est la question... Je profite de ce texte pour rendre hommage au travail de structuration politique fait, en France, par les Gilets Jaunes constituants, qui ont pleinement compris et anticipé cette problématique de fond.

Finalement, les lois naturelles, tellement honnies des globalistes, reprennent le dessus et les choses vont entrer dans l'ordre : soit on lutte collectivement pour survivre collectivement, soit on ne lutte pas collectivement et ce sera la fin de la civilisation et de la liberté, y compris celle de vivre et de mourir.

[Voir aussi :

- Note sur les problèmes et les opportunités
- La fin de la mondialisation

- Note sur le prochain système monétaire
- La peur et l'espoir comme outils politiques
- Après le Nouvel Ordre Mondial
- NOM : qui tire les ficelles ?]